
CURRICULUM VITAE DE DESIRE PINGUEDEWINDE SAWADOGO

1. Fiche de renseignements personnelle :

Nom de famille : SAWADOGO

Prénoms : Désiré Pinguédewindé

Date de naissance : 27 juillet 1970

Lieu de naissance : Tikaré (province du Bam) Burkina Faso

Magistrat de grade exceptionnel, hors hiérarchie, Cour de cassation du Burkina Faso,

01 BP 586 Ouagadougou 01, tél : 00226) 25417763 adresse

électronique : courdecassationburkina@yahoo.com Privé : sdesirep@yahoo.fr

2. Qualifications

2.1 Formation universitaire

- ❖ **De 2019-2020 :** Préparation d'un Master II en Droit pénal, sciences criminelles à Unité de Formation et de Recherche en Sciences Juridiques et Politiques à l'Université Ouaga II, Master en Cours ;
- ❖ **1995 :** titulaire du diplôme de Maîtrise en droit, option carrières judiciaires à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Ouagadougou.

2.2 Formation professionnelle

- ❖ **2018-2019 :** plusieurs sessions de formation organisées par l'Ecole nationale d'Administration et de la Magistrature de Ouagadougou avec le Bureau international des droits de l'enfant pour la conception d'une trousse de formation initiale et continue des magistrats sur les droits et pratiques adaptées à l'enfant ;
- ❖ **2017-2018 :** cinq sessions de formations des formateurs organisées à Bamako, Dakar et à Ouagadougou par l'Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime (ONU-DC) en collaboration avec les Ecoles de la Magistrature du Burkina, Mali et Niger sur la lutte contre la criminalité organisée, la traite des personnes et le trafic illicite de migrants et conception de 4 manuels de formation au profit des élèves magistrats et des magistrats ;
- ❖ **Avril 2017 :** certifié de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye de Bamako sur la Justice transitionnelle ;
- ❖ **Novembre 2016 :** quatre sessions de spécialisation sur les recherches, l'élaboration de la nomenclature de la jurisprudence des juridictions de cassation. Sessions organisées par la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ;
- ❖ **Mai 2015 :** participation à l'atelier national organisé par le Ministère de la Justice et l'ONU-DC sur l'incorporation législative des instruments universels contre le terrorisme en droit interne ;
- ❖ **Mars 2015** à Dakar : session de formation organisée par l'ONUDC et Initiative STAR sur les investigations, la poursuite et le jugement des affaires de blanchiment d'argent ;
- ❖ **2014-2015 :** Ministère de la Justice, l'ONU-DC, la coopération française, le GIABA : plusieurs sessions de formations sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la cybercriminalité, le blanchiment des capitaux, en

application des normes internes et communautaires, notamment celles de la CEDEAO ;

- ❖ **Session Décembre 2014** : certifié de l'Ecole Nationale de la Magistrature de Paris (France) sur le thème : le traitement judiciaire du terrorisme ;
- ❖ **Mai 2014** : certifié de l'Institut d'Etudes de Sécurité d'Afrique du Sud en collaboration avec Interpol sur la lutte contre le terrorisme ;
- ❖ **Février 2014** : Certifié de l'Académie de Droit International Humanitaire et des Droits Humains de Genève sur la répression des crimes internationaux et la protection des droits humains ;
- ❖ **Février 2014** à Bamako au Mali (formation délocalisée) : certifié de l'Institut international des Droits de l'Homme (IIDH) de Strasbourg sur la pratique du droit international pénal par les juridictions nationales et internationales ;
- ❖ **Septembre 2013** : certifié de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye de Bamako sur la consolidation de la paix dans les situations de sortie de conflit ;
- ❖ **Mars 2013** : certifié de l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature de Ouagadougou en légistique ou l'art de la rédaction des textes ;
- ❖ **Décembre 2012** : certifié de l'Institut international des Droits de l'Homme de Strasbourg en partenariat avec la Fondation Friedrich NAUMANN pour la Liberté en Afrique de l'Ouest sur le droit international humanitaire ;
- ❖ **Janvier 2012** : certifié de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin Beye de Bamako sur le cours : connaissances fondamentales sur les opérations de soutien à la paix ;
- ❖ **Octobre à novembre 2007** : Ecole nationale d'Administration et de la Magistrature de Ouagadougou, des séries de formations sur l'andragogie, l'ingénierie pédagogique, méthodologique générale et spécifique à la profession judiciaire ;
- ❖ **Avril-mai 2007** : certifié de l'Institut FORHOM de la Rochelle (France) sur le plan de formation : de l'analyse des besoins au suivi des actions ;
- ❖ **Décembre 2006** : certifié de l'ONU-DC (en partenariat avec le Ministère en charge de l'Action sociale), en formation des formateurs sur le trafic illicite des migrants et la traite des personnes ;
- ❖ **novembre-décembre 2002** : certifié de l'Ecole Nationale de la Magistrature de Paris (France) sur le thème : la présentation des institutions judiciaires françaises ;
- ❖ **De 1996 à 1997** : diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration et de la Magistrature du Burkina Faso ; option : magistrature

3. Expérience professionnelle

- ❖ **Depuis février 2019** : Chef du Service de la Documentation et des Etude de la Cour de cassation (SDE), cumulativement avec mes fonctions d'Avocat général ;
- ❖ **Depuis décembre 2018** : correspondant de l'AHJCAF au compte de la Cour de cassation du Burkina Faso ;
- ❖ **Depuis octobre 2016** : Avocat général au Parquet général, près la Cour de

cassation ;

- ❖ **Août 2015-juin 2016** : Secrétaire général du Ministère de la Sécurité ;
- ❖ **Octobre 2013-août 2015** : Procureur de la République, près le Tribunal de grande instance, le Tribunal de Commerce, le Tribunal d'Instance et le Juge des enfants de Ouagadougou ;
- ❖ **Juillet 2008-octobre 2013** : Secrétaire général du Conseil constitutionnel ;
- ❖ **Octobre 2003-juillet 2008** : Procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Kaya et cumulativement Commissaire du Gouvernement près le Tribunal administratif ;
- ❖ **Octobre 2001 à Octobre 2003** : Magistrat chargé de l'application des peines, président de la Commission d'application des peines cumulativement avec mes fonctions de Substitut du Procureur de la République ;
- ❖ **Octobre 1997-octobre 2003** : Substitut du Procureur de la République, près le Tribunal de grande instance de Ouagadougou.

4. Activités pédagogiques et académiques

- ❖ **Depuis 2019** : chargé de cours de procédure pénale à l'Université Aube Nouvelle de Ouagadougou ;
- ❖ **Depuis 2017** : Enseignant vacataire, chargé du cours de droit pénal spécial aux officiers de police à l'Académie de Police de Ouagadougou ;
- ❖ **Depuis 2017** : Enseignant vacataire, chargé du cours de droits de l'enfant et pratiques adaptées à l'enfant aux élèves magistrats de l'Ecole Nationale d'Administration et de la magistrature de Ouagadougou ;
- ❖ **Depuis 2004** : Enseignant vacataire, chargé du cours de pratique des parquets auprès des élèves magistrats de l'Ecole Nationale d'Administration et de la magistrature de Ouagadougou.

Au titre de ces enseignements, j'ai animé plusieurs jurys de soutenance de mémoire de fin de formation en qualité de président et de membre.

5. Expertises diverses :

- ❖ Participation à la rédaction et à la validation de plusieurs textes législatifs, réglementaires sur la chaîne judiciaire, pénale, civile, pénitentiaire et le processus électoral ;
- ❖ Expert senior en réforme de l'organisation judiciaire, du système pénal, de la procédure pénale, de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et la coordination sécuritaire et judiciaire des unités d'intervention ;
- ❖ Expert ONU DC, formateur des formateurs sur la lutte contre la traite des personnes, le trafic illicite de migrants, le terrorisme et le financement du terrorisme ;

6. Communications et formations assurées

Plusieurs sessions de formations et communications assurées sur diverses thématiques en

lien avec mon profil.

7. Publications :

- ❖ **Le droit d'évocation devant les juridictions de cassation**, in Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation N° 6, 2019, pp. 115-121 ;
- ❖ **Les rapports entre les juridictions nationales et les juridictions communautaires africaines**, en collaboration avec Mathias NIAMBA, in Bulletin des Arrêts de la Cour de cassation N° 6, 2019, pp. 122-132 ;
- ❖ **Commentaire sur les arrêts en matière d'attentat aux mœurs**, in Éric SEGUIN et Hervé KAM , Recueil de jurisprudence pénale 1996-1998, 1999, pp 87-90;
- ❖ **Droit moderne et sorcellerie, lieu d'incertitudes et de paradoxe**, in Mensuel burkinabè de culture "Tradition et Modernité" n° 006, 1996, pp 23-28 ;

8. Vie associative :

- ❖ Membre de l'Association Internationale des Procureurs et Poursuivants (AIPP) ;
- ❖ Membre de l'Association Internationale des Procureurs et Poursuivants Francophones (AIPPF) ;
- ❖ Secrétaire général de la Société Burkinabè de Droit Constitutionnel (SBDC) ;

9. Passe-temps

Lecture, cinéma et sport (volley-ball et footing).

Décoré de la médaille de Chevalier de l'Ordre National du Burkina Faso en décembre 2012.

Certifié sincère et exact à Ouagadougou, le 11 mai 2020

SAWADOGO Désiré Pinguédewindé